

ÉTATS-UNIS

Freeman : «Les tactiques du lobby d'Israël touchent le fond du déshonneur et de l'indécence»

Le diplomate américain Charles Freeman, qui vient récemment de retirer sa candidature au poste de président du Conseil national du renseignement (CNR), a accusé ouvertement le lobby sioniste d'être derrière la campagne de diffamation qui l'a touché et qui l'a contraint de renoncer à cette nomination.

En dépit du soutien avec force que lui a apporté le directeur du Renseignement national (National Intelligence), l'amiral Dennis Blair, et qui lui reconnaissait un «talent exceptionnel et l'expérience» requise pour ce poste élevé du renseignement américain, ainsi que l'éloge que lui ont apporté 17 ex-ambassadeurs qui le décrivent comme «un homme intègre, doté d'une grande intelligence», Charles Freeman a fini par se retirer pour, dit-il, «ne pas renoncer à sa liberté de parole».

Dans une lettre publiée

sur le *Wall Street Journal*, Freeman qui est connu pour son «franc-parler» et ses critiques sur la conduite de l'Administration Bush concernant la «guerre contre le terrorisme» ainsi que sur les politiques israéliennes dans les territoires occupés palestiniens, dénonce la virulente campagne de diffamation à son égard menée par «le lobby sioniste AIPAC et ses soutiens dans le camp des néo-conservateurs républicains notamment au Congrès».

«Je ne crois pas que le Conseil national du renseignement pourrait fonction-

ner efficacement tandis que son président serait sous attaque constante par des gens sans scrupules qui ont un attachement passionnel à des points de vue d'une faction politique d'un pays étranger», souligne l'ancien ambassadeur en Arabie saoudite et en Chine, affirmant qu'il y a un lobby «puissant déterminé à empêcher qu'un autre point de vue que le sien soit émis, encore moins pour prendre en compte la compréhension américaine des courants et événements au Moyen-Orient».

Le diplomate indique que les tactiques du lobby d'Israël «touchent le fond du déshonneur et de l'indécence», et «incluent la destruction d'une réputation, citation erronée sélective, déformation voulue du passé, fabrication de mensonges et

un total mépris de la vérité».

Le but de ce lobby, poursuit-il, «est de contrôler le processus politique via l'exercice d'un veto sur la nomination de personnes qui remettent en question la sagesse de ses points de vue, la substitution du politiquement correct à l'analyse, et l'exclusion de toutes les options de décision par les Américains et notre gouvernement, exception faite de celles qui ont sa faveur».

Il considère en outre que l'incapacité des Américains de discuter, ou du gouvernement d'envisager, toute option de politique américaine concernant le Moyen-Orient opposée à la faction qui dirige la politique israélienne a permis à cette faction d'adopter et de maintenir des politiques qui, finalement, menacent l'existence même de l'Etat d'Israël.

PAKISTAN

Démission de la ministre de l'Information Sherry Rehman

Un membre influent du gouvernement pakistanais, la ministre de l'Information Sherry Rehman, a démissionné hier, a-t-on appris de source officielle, alors que le gouvernement civil est confronté à sa crise la plus grave depuis son arrivée au pouvoir il y a un an.

Ancienne journaliste, membre du gouvernement civil qui a succédé au régime militaire de Pervez Musharraf, Sherry Rehman est une proche du président Asif Ali Zardari. Elle était aussi porte-parole de l'épouse de ce dernier, Benazir Bhutto, ex-Premier ministre assassinée en décembre 2007. M^{me} Rehman n'a pas annoncé publiquement les motifs de sa démission, qui serait liée à un différend avec le gouvernement à propos de tentatives de contrôler les médias. «Sherry Rehman a démissionné», a seulement déclaré à l'AFP le porte-parole

de la présidence, Farhatullah Babar. Selon un collaborateur du Premier ministre Yousof Raza Gilani, M^{me} Rehman était contrariée de ne pas avoir été consultée sur des sujets concernant les médias.

Le gouvernement pakistanais est confronté à une grave crise née d'un mouvement de contestation des avocats et partis d'opposition, qui réclament le retour dans leurs fonctions de juges destitués en 2007 par le régime militaire et accusent le pouvoir d'atteinte à l'indépendance de la justice.

Selon le quotidien *The News*, M^{me} Rehman a démissionné en signe de «protestation» après avoir en vain tenté de convaincre le président Zardari de lever une interdiction d'émettre frappant la chaîne privée d'information Geo.

Geo a affirmé que la retransmission par câble de ses programmes avait été bloquée sur ordre du chef de l'Etat en raison de sa couverture des manifestations, ce que le gouvernement a nié.

MADAGASCAR

Le pouvoir aux mains du président Ravalomanana

Le pouvoir à Madagascar est entre les mains du chef de l'Etat Marc Ravalomanana qui se trouve actuellement au palais présidentiel, a affirmé hier la présidence dans un communiqué, accusant l'opposition de s'être «autoproclamée» et d'utiliser la «terreur».

«Ils ont pris la Primature (bureaux du Premier ministre), mais ils n'ont pas le pouvoir que donne le peuple par des élections démocratiques», affirme un communiqué de la présidence et du gouvernement transmis à l'AFP en évoquant les responsables de l'opposition.

«Ce mouvement est, et reste jusqu'à maintenant, une manifestation de rue, qui utilise la terreur et la répression pour survivre. Une auto-proclamation ne donne pas de pouvoir légal», poursuit le

communiqué, qui précise que M. Ravalomanana est «au palais d'Etat d'Iavoloha actuellement».

Emmené par le «Premier ministre» nommé par l'opposition, Roindefo Zafitsimivalo Monja, un cabinet de l'opposition nommé pour remplacer le gouvernement s'est emparé hier de la Primature désertée.

Le chef de l'opposition Andry Rajoelina a demandé vers 14h locales (11h GMT) au président Ravalomanana «de quitter humblement le

pouvoir» dans les 4 prochaines heures.

Mais le communiqué de la présidence estime que «la prise du bâtiment de la Primature n'a aucune valeur légale».

«Il n'est pas clair si l'armée entière est vraiment avec l'opposition», poursuit le communiqué, selon lequel des assises nationales censées trouver une issue à la crise sont «prévues en début de semaine prochaine».

«Charles Rabemananjara reste Premier Ministre de la République de

Madagascar», ajoute le communiqué, selon lequel toute prise du pouvoir autre que celle prévue par la Constitution «constitue une violation (...) des principes de la démocratie».

ÉGYPTE

Arrestation du capitaine d'un ferry condamné pour non-assistance

Les services de sécurité égyptiens ont annoncé hier avoir arrêté le capitaine en fuite d'un ferry condamné pour non-assistance aux passagers d'un autre bateau dont le naufrage en 2006 en mer Rouge avait fait un millier de morts.

Salaheddine Gomaà, qui commandait le *Sainte-Catherine*, avait été condamné en juillet 2008 à six mois de prison, une peine confirmée en appel mercredi, pour n'être pas venu en aide aux passagers d'un second ferry, *l'Al-Salam 98*, dans la pire catastrophe maritime de l'histoire de l'Egypte moderne.

Le *Sainte-Catherine* croisait dans les parages de *l'Al-Salam* au moment du drame.

Selon les services de sécurité cités par l'agence égyptienne Mena, le capitaine Gomaà était en fuite depuis sa condamnation et se cachait à Alexandrie, dans le nord de l'Egypte.

Plus de 1 000 personnes étaient mortes dans le naufrage, en février 2006, du ferry *Al-Salam 98* qui effectuait la liaison entre Douba (Arabie saoudite) et Safaga (Egypte).

La plupart des 1 400 passagers étaient des Egyptiens travaillant à l'étranger, dont certains ramenaient à leurs familles des mois, voire des années d'économies.

Le propriétaire de *l'Al-Salam 98*, Mamdouh Ismaïl, a été condamné par contumace mercredi par une cour d'appel égyptienne à sept ans de prison.

Il était reconnu coupable de «meurtre non prémédité et de négligence». En première instance, en 2008, il avait été acquitté, provoquant la colère des familles des victimes.

La justice égyptienne avait lancé un mandat d'amener, via Interpol, contre Mamdouh Ismaïl, levé son immunité de parlementaire et gelé ses avoirs à l'étranger.

NIGER

La rébellion targuie veut «des négociations sincères» avec Niamey

La rébellion targuie au Niger souhaite «des négociations sincères» avec les autorités, a-t-elle annoncé hier, au lendemain de l'arrivée à Niamey de six otages qu'elle avait remis au dirigeant libyen Mouammar Kadhafi.

«La fin véritable du conflit actuel passe inévitablement par un vrai dialogue, des négociations sincères autour des revendications politiques posées par le MNJ», a déclaré le Mouvement des Nigériens pour la justice sur son site internet.

Le MNJ, très actif depuis 2007 dans le nord du pays, explique avoir libéré les six otages (cinq soldats et un gendarme nigériens), pour la plupart détenus depuis 2007, comme «preuve de bonne volonté et d'ouverture au dialogue».

Comme condition de retour à la paix, les combattants exigent une meilleure insertion des Touareg dans l'armée, les corps para-militaires et le secteur minier situé dans la zone du conflit.

Cependant le mouvement affirme que «la disposition au dialogue doit être sincère de la part des autorités» et leur demande de «sortir de leur carcan qui consiste à continuer de demander au MNJ de déposer sans conditions les armes».

Fin février, une réunion sur la question touareg organisée par le gouvernement nigérien a recommandé la création d'un comité chargé de «faciliter les contacts» entre le gouvernement et les rebelles.

M. Kadhafi, intervenu comme médiateur, s'est rendu jeudi soir à Niamey où il a remis les six otages au président nigérien Mamadou Tandja.

Le 6 mars, le MNJ avait affirmé qu'il détenait toujours un officier nigérien, une information confirmée vendredi par Niamey.

En mars 2008, le MNJ avait libéré 24 soldats et un préfet civil à l'issue d'une médiation libyenne.

D'après l'hebdomadaire indépendant nigérien *Le Républicain*, le dirigeant libyen a été sollicité par M. Tandja pour trouver une solution face à la rébellion targuie.

ENQUÊTE SUR
LES ATTENTATS
DE BOMBAY
L'Inde transmet
ses conclusions
au Pakistan

L'Inde a transmis ses conclusions aux questions posées par le Pakistan dans le cadre de l'enquête sur les attentats de Bombay, dont celles portant sur le profil ADN et l'enregistrement des conversations de leurs auteurs, a indiqué hier un haut responsable du ministère indien des Affaires étrangères.

Le document, de 401 pages, qui comprend les réponses à 30 questions ainsi que des annexes, a été remis vendredi par le ministre indien des Affaires étrangères Shivshankar Menon au haut-commissaire du Pakistan en Inde, Shahid Malik, a ajouté la même source.

De leur côté, les autorités pakistanaises s'étaient engagées à fournir des empreintes ADN et des informations concernant les suspects des attentats de Bombay à l'organisation internationale de coopération policière Interpol. Selon le responsable d'Interpol, Ronald Noble, ces empreintes vont être confrontées à la banque mondiale de données ADN, qui comprend 83 000 empreintes. M. Noble avait également demandé à l'Inde d'envoyer à Interpol les empreintes ADN qu'elle a recueillies au cours de son enquête.

A rappeler que les services pakistanais chargés de l'enquête (Federal Investigation Agency, FIA) ont déjà remis à Interpol une copie de leurs conclusions, qui étaient d'une «importance primordiale», selon M. Noble. Les attentats de Bombay avaient été commis par un commando de dix membres.

Ces attaques ont fait 174 morts, dont neuf des assaillants, du 26 au 29 novembre dans la capitale économique de l'Inde.

Le gouvernement pakistanais avait assuré l'Inde de «toute sa coopération» pour retrouver le reste des coupables. Islamabad avait ouvert sa propre enquête et procédé à une vague d'arrestations dès début décembre.